**Présidence de la République**

*Service de la Correspondance Présidentielle*

*Bureau d’Analyse*

Arnaud REFREGIER

Paris, le 07 avril 2017

**NOTE d’analyse**

**OBJET** : Analyse des correspondances adressées au Chef de l’Etat au cours du mandat portant sur les demandes relatives à la souffrance animale : « *l’animal dans une société brutale, notre miroir* ».

Si les questions relatives à la souffrance animale dans notre société peuvent paraître, au premier abord, anecdotiques par rapport aux nombreux sujets qui préoccupent les Français, elles ont en réalité fait réagir de nombreux citoyens au cours du mandat, et selon un flux remarquablement régulier : chaque mois, une quarantaine de Français en moyenne ont interpellé le Président de la République au sujet du sort réservé aux animaux d’élevage, sauvages ou domestiques.

A ces 2 400 Français au total – soit l’équivalent du nombre de réactions aux attentats de juillet 2016 – il faut rajouter le succès spectaculaire de nombreuses pétitions telles que l’opposition au chalutage en eau profonde qui a réuni presque 900 000 signataires à ce jour (dont 600 000 parvenus au SCP dès 2013), soit la plus importante démarche pétitionnaire du quinquennat après celle concernant la loi Travail. En octobre 2016 ont également été reçus 65 100 exemplaires d’une pétition appelant le Président de la République à créer « *une police des animaux* » dans chaque département afin de « *surveiller, intervenir, verbaliser et traduire en justice tous les cas de maltraitance des animaux* ».

Les lettres adressées au Chef de l’Etat sont le plus souvent constituées de réactions à des faits d’actualité, mais laissent fréquemment apparaître de façon implicite un questionnement de fond sur notre rapport au vivant et le modèle de société dans lequel les Français souhaitent vivre.

1. **Une réaction épidermique aux faits d’actualité**

Au-delà des pratiques culturelles ou d’élevage polémiques (tauromachie, gavage, vivisection etc.), antiennes du débat éthique et qui ne manquent pas de susciter des courriers, le mandat a été ponctué de faits divers parfois sordides ayant défrayé la chronique. Ainsi, fin 2014 ce sont le décès de l’oursonne Auberta et le chat Caramel torturé à mort qui ont émus nombre de Français ayant écrit au Chef de l’Etat. La diffusion rapide sur les réseaux sociaux offre une résonnance désormais nationale à des vidéos amateurs, support de l’émergence de nouveaux sujets de société.

A ce titre, l’association L214 Ethique et animaux s’est illustrée par la diffusion régulière d’images de cruauté dans les abattoirs qui ont particulièrement choqués les correspondants (« *images d’horreur d’un autre siècle* ») notamment celles des abattoirs d’Alès (octobre 2015), de l’abattoir de Mauléon (mars 2016) et des abattoirs de Pézenas et Mercantour (juin 2016). Certains ont même demandé l’inaccessibilité de certaines vidéos «*insoutenables*», en contradiction apparente avec la démarche de sensibilisation de l’association.

Rappelant à chaque fois que les animaux sont des « *êtres vivants ressentant la douleur* », un tiers des intervenants relaient des demandes de sanctions à l’égard de ces « *barbares* » (« *ce sont des actes de torture !* ») et se sont en réaction tournés vers l’exécutif. Regrettant « *l’inaction* » du Ministre de l’agriculture, en dépit d’annonces d’inspections généralisées, ces Français lui ont reproché son refus de la vidéosurveillance dans les abattoirs : « *il a été annoncé par Monsieur Le Foll qu'il était exclu d'équiper ces lieux […], afin de ne pas "gêner" les employés... je travaille dans une entreprise constamment sous vidéosurveillance. Cela ne me pose aucun problème. Il est vrai que je ne passe pas ma journée à torturer des animaux*»*.*

L’exécutif a également été mis en cause en ce qui concerne la régulation des effectifs lupins : « *la France s’est lancée dans la chasse aux loups, espèce protégée* ». Au plus fort de la contestation en décembre 2015, la responsabilité de la ministre de l’écologie a été soulevée en ce qui concerne le« *quota scandaleusement élevé de 36 [loups à tuer]*» des « *campagnes d’abattage* » : « *Ségolène Royal est en train d'organiser l'extermination du loup* ». Ne trouvant pas de réponse au niveau ministériel, différentes mobilisations, plus modestes concernant d’autres animaux sauvages se sont traduites en lettres au Président : « *je m'adresse à vous en dernier recours pour stopper immédiatement l'abattage massif injustifié des bouquetins du massif du Bargy en Haute-Savoie qui a lieu en ce moment même* ». Ces protecteurs des animaux sauvages jugent sévèrement « *la* *politique de gestion de la faune sauvage : c'est du grand n'importe quoi* ».

Mais la mobilisation la plus spectaculaire a été suscitée par la rencontre du Chef de l’Etat avec le président de la Fédération nationale des chasseurs Willy Schraen, le 27 octobre 2016, qui n’avait pourtant pas été relevée dans les media traditionnels. Plus d’un demi-millier de personnes - très principalement des femmes habitant des communes rurales et interpelant le Président pour la première fois – ont alors témoigné de leur mécontentement concernant cette entrevue, en s’appuyant sur des textes diffusés sur les réseaux sociaux et des sites internet de militants de la cause animale, déjà échaudés par l’interview que François Hollande avait accordée l’année précédente au Chasseur français. Souhaitant à terme l’abolition de la chasse et déçus que le Chef de l’Etat ne reçoive pas un des leurs par réciprocité politique (« *je réalise que la cause animale ne mérite même pas un entretien pour vous* »), ces Français indiquaient dans le contexte préélectoral qu’ils conditionneraient leur votes à ces préoccupations : « *vous allez perdre les voix des amoureux de la nature et des bêtes* » ; « *si vous vous obstinez à préférer entendre les voix des porteurs de mort, je ne vous soutiendrais pas* ».

En demandant au Président de la République une législation plus robuste sur « *la façon dont sont traités les animaux en France* » ( « *la justice doit être plus sévère, il est primordial pour un pays dit civilisé et développé* »), ces interpellations accompagnent un mouvement plus global qui s’est traduit juridiquement par la loi votée début 2015 harmonisant la qualification légale des animaux en « êtres vivants doués de sensibilité », mais aussi sociétalement par l’émergence de ces sujets dans une littérature dont on retrouve la pensée humaniste - élargie au vivant - au sein des réflexions adressées au Président de la République.

1. **Un sous-texte de fond qui questionne notre modèle de société**

Plus que de simples réflexes émotifs à la vue d’animaux suppliciés, les lettres de ces Français répondent à une logique de prise de conscience de la condition animale et de la souffrance du vivant en général : « *les animaux sont des vies à part entière*» ; « *il est indispensable d'éduquer l'esprit humain, de le rendre responsable des actes commis à l'encontre des animaux*» ; «*c'est une vie, pas un bien consommable* ».

Si seule une minorité des messages s’appuie sur les réflexions philosophiques « antispécistes », usant d’une comparaison inavouée entre les méthodes agro-alimentaires et les crimes génocidaires («*chaque jour en France, des milliards d'animaux sont assassinés, broyés, torturés, dépecés au nom de la suprématie de la race humaine*»), c’est bien la remise en cause d’une rupture ontologique entre l’Homme et l’animal qui transparaît par des mots simples chez tous ceux qui interpellent le Chef de l’Etat.

Les vidéos sur « *la barbarie des abattoirs* » qualifiés d’« *espaces de souffrance à grande échelle cachés du public* » semblent avoir permis de jeter une lumière crue sur la réalité d’une industrie agro-alimentaire qui utilise les animaux en masse comme de simples objets consommables : « *c'est un véritable holocauste des animaux* ». Un nombre croissant de consommateurs dépasse les classiques messages d’émotion concernant les mauvais traitements (« *les animaux sont tués dans d’horribles souffrances, les gorges tranchées alors qu’ils sont vivants et conscient* »), en s’interrogeant sur la légitimité même d’un système d’élevage intensif jugé consubstantiel à la souffrance animale : « *une loi, une morale, une éthique devrait s'exprimer* ». La ferme des 1000 vaches offre une illustration de cette industrialisation de l’élevage : « *la concentration d’un tel nombre de bétail est en parfait désaccord avec l’art. L214-1 du code rural : Tout animal étant un être sensible doit être placé par son propriétaire dans des conditions compatibles avec les impératifs biologiques de son espèce*».

Cette remise en cause se conjugue à un principe de responsabilité concernant notre modèle de consommation : « *autour de moi, amis et famille ont sensiblement baissé leur consommation de viande suite à ces révélations. Dans ces scandales à répétition, nous les consommateurs, sommes tous concernés, tous responsables, tous complices, tous coupables*». Dans ce contexte, la déclaration rapportée du Chef de l’État au salon de l’agriculture selon laquelle « il faut manger de la viande sans réserve et sans restriction » a été fustigée : « *cette injonction par ce "il faut" est non seulement intolérable mais inconsciente. […] Des millions de personnes ne mangent pas de viande pour des raisons de santé et/ou par respect pour la cause animale. Un tel message de votre part, qui s'adresse aussi à nos enfants, est une aberration abominable.*»

Ces réflexions s’appuient plus sur un changement de paradigme que sur un simple anthropomorphisme généralisé : à une vision du monde cartésienne encore dominante où l’Homme se rend maître et possesseur de la nature, les intervenants opposent le vivant dans son ensemble comme devant constituer le centre de nos préoccupations. Il s’agit d’un rejet d’une société de plus en plus perçue comme brutale, déshumanisée et mécanisée, réifiant l’animal en ressources comptables. En proposant la recherche d’un autre modèle de société dans le rapport à l’altérité, ces nombreux courriers mettent l’Homme en question via un discours réflexif : la condition animale semble offrir une définition négative de l’action humaine devenue inacceptable : « *le meurtre de masse d’êtres sans défenses et exploités est une honte ombrageant notre civilisation*». En ce sens ils doivent être compris comme un appel à l’évolution d’un modèle de société ayant pour base un principe holistique de bienveillance.